

Faire le point sur... le totalitarisme

F.D'Agostino/X.Dupret/G.Khadri

Mars 2015

12.000 signes

Derrière ce concept, on identifiera une volonté politique construite à partir d'une intuition. L'intuition correspond à la perception d'une « ressemblance » entre le nazisme et le stalinisme. De surcroît, cette « ressemblance » ne serait pas seulement superficielle mais tiendrait fondamentalement au fonctionnement de ces systèmes. La volonté politique sous-jacente consiste à dire qu'en fin de compte, le communisme et le national-socialisme sont, en réalité, une seule et même chose. Ou plus exactement qu'en dehors de la démocratie représentative et/ou du libéralisme politique, il n'y aurait que l'horreur.

D'entrée de jeu, on dénoncera ce parti-pris idéologique absurde sans attacher plus d'importance à l'« intuition de départ » précédemment décrite. En revanche, il serait tout aussi peu sensé de ne pas tenter d'expliquer certaines ressemblances (le parti unique, l'emprise sur l'ensemble de la vie des individus, le style de propagande, etc). Cette explication sera avant tout basée non sur un simple exercice descriptif mais sur un élément que le marxisme a toujours revendiqué comme faisant partie de ses fondamentaux, à savoir la critique.

Le totalitarisme chez Hannah Arendt

Le concept de « système totalitaire » apparaît en 1951 dans le livre de Hanna Arendt intitulé *Les origines du totalitarisme*. Cet ouvrage en trois tomes a été composé à la fin des années 1940 et est particulièrement marqué par la douloureuse expérience de la Deuxième Guerre mondiale.

D'après les travaux de Hanna Arendt, les systèmes totalitaires se caractérisent par un rapport au peuple envisagé avant tout comme une masse d'individus « Les mouvements totalitaires visent et réussissent à organiser des masses - non pas des classes, comme les vieux partis d'intérêts des États-nations européens, non pas des citoyens ayant opinion sur et des intérêts dans le maniement des affaires publiques, comme les partis de pays anglo-saxons. Si tous les groupes politiques dépendent d'une force relative, les mouvements totalitaires dépendent de la seule force du nombre à tel point que des régimes totalitaires semblent impossibles, même dans des circonstances, par ailleurs favorables, dans des pays à la population relativement réduite »¹. Le totalitarisme est donc une sorte d'organisation de ce qu'Arendt appelle la « populace ». Non pas une organisation structurée mais des dispositifs par l'intermédiaire desquels cette masse informe détruit violemment et en permanence toute forme d'organisation de la société. Notamment toute forme d'organisation basée sur l'identifiant « classes sociales ».

Arendt précise également que « les mouvements totalitaires sont possibles partout où se trouvent des masses qui, pour une raison ou pour une autre, se sont découvert un appétit d'organisation politique. Les masses ne sont pas unies par la conscience d'un intérêt commun. Elles n'ont pas cette logique spécifique de classes qui s'exprime par la poursuite d'objectifs précis, limités et accessibles. Le terme de masses s'applique seulement à des gens qui, soit du fait de leur seul nombre, soit par indifférence, soit pour ces deux raisons, ne peuvent s'intégrer dans aucune organisation fondée sur l'intérêt commun, qu'il s'agisse de partis politiques, de conseils municipaux, d'organisations professionnelles ou de syndicats. Les masses existent en puissance dans tous les pays et constituent la majorité de ces vastes couches de gens neutres et politiquement indifférents qui n'adhèrent jamais à un parti et votent rarement »².

1 ARENDT, Hannah., *Le système totalitaire*, 1951, Réédition : Gallimard, Paris, 2002, p.42.

2 ARENDT, Hannah., op cit, p. 46.

Si des régimes totalitaires se sont mis en place en URSS et en Allemagne c'est parce, d'après Arendt, « la chute des murs protecteurs des classes transforma les majorités qui somnolaient à l'abri de tous les partis en une seule et grande masse inorganisée et déstructurée d'individus furieux. Ils n'avaient rien en commun, sinon une vague conscience que les espoirs des adhérents des partis étaient vains et que par conséquent, les membres les plus respectés, les plus organisés, les plus représentatifs de la communauté étaient des imbéciles et que toutes les puissances établies étaient moins mauvaises moralement qu'également stupides et frauduleuses »³.

La crise qui suit la Première Guerre mondiale en Allemagne ou la révolution en URSS ont suffisamment atteint la structure sociale et affaibli les classes en présence pour permettre à Hitler ou à Staline de gouverner en déchaînant le pouvoir destructeur de la « populace ». Ce sont les deux seuls exemples de totalitarisme. En effet, d'après Hanna Arendt, seuls les régimes de Staline et d'Hitler remplissent les conditions pour être des régimes totalitaires. L'URSS, avant ou après Staline, ne peut, de son point de vue, être qualifiée de système totalitaire.

Critique du concept de totalitarisme

De notre point de vue, il y a deux critiques fondamentales à formuler au sujet du concept de totalitarisme. La première est qu'il s'avère, en définitive, trop attaché à des contingences historiques pour être encore vraiment utile aujourd'hui. On peut certes concevoir le nazisme et le stalinisme comme une sorte d'emballage historique de tendances présentes dans toutes les sociétés et, partant, appréhender le concept de totalitarisme comme un révélateur de tendances présentes à partir de ces deux cas limites. Il n'en reste pas moins qu'un emballage de tendances « totalitaires » dans nos sociétés amènerait sans doute d'autres types de régimes que le nazisme et le stalinisme. Il n'est donc finalement pas très intéressant de scruter l'horizon pour vérifier si on se dirige éventuellement vers des résurgences de ce type en tirant toutes sortes de sonnettes d'alarme dès que des ressemblances formelles avec ces régimes semblent se manifester. Il nous apparaît plus adéquat, d'un point de vue matérialiste, de tenter de comprendre le fonctionnement propre à chaque société lorsqu'elle se prend à vouloir occulter son caractère de classe.

De plus, baser un concept sur la description d'informalités s'avère, en fin de compte, bien trop imprécis, ce d'autant lorsque cette informalité se donne à observer dans des situations sociales bien concrètes. Si les structures d'une société se délittent, ce n'est, en effet, jamais d'elles-mêmes. Cela ne tombe tout simplement pas du ciel. Il y a toujours des forces qui produisent cette rupture. Et c'est de cela dont il faut parler. De même, la populace somnolente a une histoire, des intérêts économiques et des référents idéologiques, comme tout un chacun, serait-on tenté de dire. Car la populace, pour le dire platement, habite « quelque part » dans la société. Il est beaucoup trop facile et surtout profondément inopérant de la concevoir comme une « masse » informe. À vrai dire, cette figure de l'informalité ressemble à s'y méprendre à celle du « Mal » dans certains courants théologiques, tout comme à certaines utilisations du qualificatif de « populiste » de nos jours. Soit dit en passant, si cette masse était vraiment informe, elle ne pourrait même pas servir un pouvoir puisqu'il n'y aurait pas de prise possible sur elle.

Peut-être serait-il plus fécond d'envisager la question du pouvoir comme relevant de la problématique des divers « modes de gouvernement » qui s'occupent de la gestion des populations. Ces modes de pouvoir n'ont évidemment pas comme objets des classes, des intérêts mais des populations pas du tout informes mais, au contraire, formées de toutes sortes d'indicateurs (santé, éducation, productivité, natalité, mortalité...).

Dans les années 1930, on signale des campagnes massives de stérilisation des personnes handicapées en Suède. 230.000 personnes auraient été victimes de ces procédés⁴. On a aussi enfermé les familles de républicains espagnols exilés dans des camps dans le sud de la France⁵.

3 ARENDT, Hannah., *op cit*, p. 52.

4 Le Nouvel Observateur, édition mise en ligne le 29 mars 2000.

5 JORNET, José, *Républicains espagnols en Midi-Pyrénées. Exil, histoire et mémoire*, Presses Universitaires du

Conclusion

Ces faits ne diminuent en rien l'horreur dont parle Hannah Arendt. Par contre, cette mise en perspective réduit la différence de fonctionnement entre la « normalité démocratique » de l'époque et l'« exception » totalitaire à quelque chose de bien moins abyssal.

Parmi les conséquences de l'apparition de régimes totalitaires, Hanna Arendt évoque le fait que le dans les systèmes de ce type, la police chasse l'armée, y compris dans la guerre. Elle analyse ce phénomène de la manière suivante. « Il est évident que ceux qui considèrent la terre entière comme leur territoire futur vont mettre l'accent sur l'organe de la violence intérieure et gouverner le territoire conquis avec des méthodes et du personnel policiers plutôt qu'avec l'armée »⁶. Or, de nos jours, la plupart des actions militaires des pays démocratiques (et riches) sont présentées comme relevant du maintien de l'ordre.

Ce n'est pas donc l'existence d'un système parlementaire représentatif qui freine les tendances au totalitarisme constatables ici et là. Mais qu'est-ce qui finalement s'oppose au totalitarisme ? C'est la seule question qui, au fond, importe.

Dans le libéralisme classique, celui d'Adam Smith ou de Ricardo, on peut trouver des développements sur la limite du rôle de l'État qui consistent en une réflexion sur les espaces d'autonomie qu'il faut laisser aux individus. Cette réflexion s'avère, d'avance, biaisée parce que dans la pensée libérale, les individus sont isolés de leur contextualité sociale et, en définitive, sont réduits à n'être que des *homo œconomicus* atomisés.

En revanche, dans le cadre du néolibéralisme, cette réflexion disparaît complètement puisque les États ne sont plus pensés et décrits comme séparés du registre de l'utilité économique. Au contraire, leur efficacité est évaluée en termes de performances économiques.

Les États peuvent et doivent tout faire pour créer un cadre propice au développement du marché. C'est ainsi qu'ils doivent s'occuper de la formation des travailleurs mais aussi concevoir l'enseignement (en ce compris, l'Université) sur le mode exclusif de l'adéquation avec les besoins des entreprises. Au total, le gouvernement des nations devient donc de plus en plus devenu une affaire d'experts qui « savent » ce qui est bien pour l'ensemble de l'humanité dans tous les domaines de la vie.

Dans la lignée du marxisme, ce qui s'oppose au totalitarisme, c'est la lutte de classes. Plus globalement c'est le développement des conflits qui empêche le totalitarisme tandis que le consensus néolibéral s'avère clairement de nature à le propager. Au total, on rejoindra le philosophe slovène Slavoj Žižek qui estime que la notion de totalitarisme « au lieu de nous donner les moyens de réfléchir, de nous contraindre à appréhender sous un jour nouveau la réalité historique qu'elle désigne, nous dispense du devoir de penser et nous empêche même positivement de le faire »⁷. Fin de citation...

Mirail, Toulouse, 2005.

6 ARENDT, Hannah, *op cit*, préface de 1971, p 27.

7 ŽIZEK, Slavoj, *Vous avez dit totalitarisme ?*, Paris, Editions Amsterdam, Paris, 2007, p. 13.